

*L'INSTITUT DE RECHERCHE OCÉANOGRAPHIQUE DE LA
BAIE DE PATRICIA

Question n° 1807—M. Munro (Esquimalt-Saanich):

Pour quelle raison n'y a-t-il pas eu de consultations avec la municipalité de North Saanich (C.-B.) relativement au projet d'établir un Institut de recherche océanographique dans cette municipalité?

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, comme il a été précisé en réponse à la question n° 1803, on est en train d'organiser une réunion avec les représentants des municipalités concernées. La planification relative à l'institut en est à son tout premier stade.

*L'INSTITUT DE RECHERCHE OCÉANOGRAPHIQUE DE LA
BAIE DE PATRICIA—L'AGENT DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL

Question n° 1808—M. Munro (Esquimalt-Saanich):

Avec quel ministère les autorités municipales devraient-elles communiquer pour que soient prises entre le gouvernement fédéral et les pouvoirs municipaux les dispositions que nécessite la décision du ministère de l'Environnement de créer un Institut de recherche océanographique dans la baie de Patricia, dans la municipalité de North Saanich (C.-B.)?

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, les municipalités et le district régional de la capitale traitent avec le Service des pêches et des sciences de la mer (Direction générale des sciences de la mer) du ministère de l'Environnement, 1230 Government Street, Victoria.

LE MONTANT GLOBAL DES DÉPENSES CONSÉCUTIVES AU
PROGRAMME DE RELANCE, DE 1969 À 1972

Question n° 1824—M. Stewart (Okanagan-Kootenay):

1. Combien a coûté l'application du programme de relance en 1969, 1970, 1971 et 1972?

2. Combien de projets ont été inscrits dans le cadre de ce programme et où se situait chacun d'eux?

M. Marcel Prud'homme (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): 1. L'application du Programme de relance a coûté: \$6,085,000 en 1969-1970; \$5,643,000 en 1970-1971; \$3,435,000 en 1971-1972; \$1,800,000 (estimation) en 1972-1973.

2. Six projets ont été entrepris dans le cadre du Programme de relance du Canada. Les endroits touchés étaient Yarmouth en Nouvelle-Écosse; Montague dans l'Île-du-Prince-Édouard; Richibucto au Nouveau-Brunswick; Le Pas au Manitoba; Prince-Albert en Saskatchewan et Lac La Biche en Alberta.

FORCES ARMÉES CANADIENNES—LES EFFECTIFS DE
CERTAINES GARNISONS EN 1963

Question n° 1839—M. McKinnon:

En mars 1963, combien de membres des Forces armées canadiennes étaient de service à a) Goose Bay, b) Fort Churchill, c) Cambridge Bay, d) Whitehorse, e) Cold Lake, f) Yellowknife (T. du N.-O.)?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): a) 463; b) 675; c) 5; d) 596; e) 1,893, f) néant.

Questions au Feuilleton

LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE—LE
CONSEILLER JURIDIQUE DE SERVICE À VICTORIA (C.-B.)

Question n° 1840—M. McKinnon:

1. Quel avocat ou étude d'avocats agit comme conseiller juridique pour la Banque d'expansion industrielle à Victoria (C.-B.)?

2. Quels ont été les honoraires versés à cet avocat ou à cette étude d'avocats pour ses services au cours de chacune des cinq dernières années?

3. La BEI à Victoria recourt-elle à une étude d'avocats pour la représenter dans chaque transaction hypothécaire qu'elle conclut et, dans l'affirmative, de tels honoraires sont-ils inclus dans la réponse à la question n° 2?

4. a) Combien d'hypothèques ont été accordées par le bureau de Victoria au cours de chacune des cinq dernières années, b) quel est le montant total des prêts consentis par la BEI à Victoria au cours de chacune des cinq dernières années?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): 1. 2. et 3. La Banque d'expansion industrielle retient les services d'avocats de l'extérieur en rapport avec l'obtention des garanties nécessaires pour ses prêts. Cependant, parce que la loi prévoit que l'administration de la BEI relève de son conseil de direction, la pratique a été de ne pas révéler les noms de ses avocats puisqu'il s'agit là d'une question d'administration interne.

4. Les données statistiques de la BEI ne sont publiées que par province et par classification industrielle. Durant les cinq dernières années fiscales, les nombres et les montants suivants de prêts ont été autorisés en Colombie-Britannique:

Année fiscale	Nombre	Montant (\$000)
1968	493	22,022
1969	751	36,248
1970	1,094	48,579
1971	1,428	63,189
1972	1,928	85,683

DÉFENSE NATIONALE—LES LOGEMENTS FAMILIAUX
VACANTS À LA BASE DE GAGETOWN

Question n° 1871—M. Howie:

Combien de logements familiaux permanents étaient vacants le 1^{er} avril 1973 à la Base de Gagetown?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): 165 de 2,200.

DÉFENSE NATIONALE—LES EFFECTIFS MILITAIRES DU
CAMP VALCARTIER ET DE LA BASE DE GAGETOWN

Question n° 1872—M. Howie:

Quel était l'effectif total du personnel des Forces armées se trouvant au Camp Valcartier et à la Base de Gagetown (N.-B.) au 1^{er} mars 1972 et 1973?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):